

Lausanne



Vulnérables
La nuit venue, les sans-abri se pressent à la porte du Sleep-In de Renens. La structure ne dispose que d'une vingtaine de lits et doit refouler des dizaines de personnes chaque soir. Prêts à passer la nuit dehors, certains comptent leurs sous (en bas à g.) pour se procurer un sac de couchage à peu de frais grâce à l'EMUS. L'association La Maraude distribue aussi nourriture et vêtements.

«On peut se faire contrôler jusqu'à dix fois une soirée»

Précarité
Des dizaines de SDF jouent au chat et à la souris pour dormir autour du Sleep-In de Renens, trop saturé pour les loger. Reportage

Chloé Banerjee-Din Textes
Jean-Paul Guinnard Photos

«Et vous? Vous n'avez pas un endroit où on pourrait dormir?» Il est minuit passé aux alentours du Sleep-In de Renens. Emmitouffé dans une grosse veste, celui qui lance cette question attend à peine une réponse. La soirée a été longue et il sait qu'il a la nuit devant lui. Il charge un gros sac-poubelle sur son épaule et s'éloigne. Avec quelques autres, il part en quête d'un endroit où étendre son sac de couchage, quelque part à Lausanne. Dehors.

Quelques heures plus tôt, vers 20 h 30, la petite maison jaune qui se dresse dans le quartier de Malley accueillait ses derniers pensionnaires pour la nuit. La structure propose une vingtaine de lits aux sans-abri. Pas de quoi recevoir tous ceux qui se présentent à sa porte. «On sait bien

qu'on est le dernier recours pour beaucoup de gens, soupire un veilleur de nuit du Sleep-In. Chaque soir, 50 à 80 personnes attendent à l'extérieur. En plus des lits qui sont déjà réservés, on a de la place pour accueillir seulement 11 personnes.»

Pour ceux qui sont refoulés, la soirée se prolonge à quelques mètres de là, entre la déchetterie de Malley et un parking grillagé. Vers 21 h 30, un attroupement de quelques dizaines de personnes se forme: des hommes, jeunes, seuls, originaires d'Afrique, mais

aussi quelques Roms venus en famille. Une distribution de nourriture et d'habits est organisée à cet endroit par une association locale, La Maraude. «Il y a de la viande? De la soupe?» demande un jeune Rom. «Le Sleep-In est un des points vitaux de notre action.

Ici, les gens ont froid, ils ont faim et ils ont soif, explique Chris Roy, l'un des bénévoles. Quand les températures tombent, c'est très difficile de les voir debout avec une couverture sur les épaules, comme des réfugiés de guerre! Certains d'entre nous renoncent

même à venir ici.» La plupart des sans-abri qui sont venus se ravitailler ne savent pas encore où ils vont dormir. «La nuit dernière, j'étais derrière la station de métro, pas loin d'ici», dit l'un d'entre eux. Un autre désigne des buissons qui séparent

la route d'une rangée de voitures parkées. Comme d'autres, il décrit les chassés-croisés nocturnes avec la police et l'impossibilité de s'installer deux fois au même endroit: «J'ai déjà dormi dans le jardin du Sleep-In, mais les policiers nous réveillent. Ils viennent deux ou trois fois, puis nous disent de partir.»

papiers en règle: «Je n'avais rien à faire là! Alors au bout d'un moment, je me suis mis à crier. Les policiers m'ont frappé.» Les récits similaires s'accumulent: arrestations, confiscations d'argent, bastonnades dans des voitures de police. Des allégations que les autorités réfutent ou prennent avec prudence, faute de plaintes (voir-ci contre).

Soudain, une nouvelle se répand comme une traînée de poudre. «Ils ont confisqué six sacs de couchage!» La police, encore. Des affaires cachées dans les environs ont disparu pendant la journée. C'est pourtant l'heure de trouver un endroit où s'installer pour la nuit. L'assistance commence d'ailleurs à se clarifier. Rester quelques personnes à qui il manque l'indispensable pour camper. En quête d'un nouveau sac de couchage, ils se pressent autour de la voiture de l'Equipe mobile d'urgences sociales (EMUS), parquée devant le Sleep-In. «Ils coûtent 5 francs, mais si on en a déjà perdu un, ils demandent 30 francs. Seulement, je n'ai pas d'argent», s'inquiète l'un d'entre eux. Des négociations s'engagent. Ce soir-là, l'EMUS fera plusieurs fois un geste. Équipés pour la nuit, les derniers sans-abri s'en vont sous la lumière des lampadaires. Destination: inconnue...

La police accusée Justement, une patrouille passe par là. Les esprits s'échauffent. «On peut dormir entre minuit et 5 heures du matin, pas plus car il faut éviter d'être repéré!» s'insurge quelqu'un. La police de l'Ouest lausannois et celle de Lausanne en prennent pour leur grade. «On peut se faire contrôler jusqu'à dix fois une soirée, renchérit un jeune Nigérien. A Renens, on nous dit qu'on n'a rien à faire là, et qu'il faut partir vers Lausanne.»

Dans un récent communiqué, l'association qui gère le Sleep-In avait elle-même pris position sur le harcèlement dont parlent plusieurs sans-abri, en relevant qu'il était «accompagné de violences physiques dans de trop nombreux cas.» Auprès des migrants, les histoires d'abus policiers se recueillent facilement, sous couvert d'anonymat. Un jeune Africain déclare s'être retrouvé en cellule pour une nuit, malgré ses

Les autorités de Lausanne et de Renens démentent toute violence policière

La tension monte en région lausannoise sur le thème des abus supposés de la police. Il y a quelques jours, la manifestation en hommage à Lamine Fatty, à Lausanne, avait résonné de protestations. Selon plusieurs associations de soutien aux migrants, violences et contrôles au faciès sont devenus monnaie courante et auraient coûté la vie à un jeune requérant d'asile gambien, mort en détention le 24 octobre dernier au Mont-sur-Lausanne.

Les témoignages recueillis autour du Sleep-In ne laissent pas de marbre Olivier Golaz, municipal en charge de la Sécurité publique à Renens: «C'est faux, faux et faux. Je ne peux pas tolérer que l'on mette

en cause le travail de la police de manière gratuite.» Il explique que la présence policière accrue émane bien d'une volonté conjointe des municipalités de Lausanne et de Renens. «Mais il ne s'agit pas spécifiquement d'effectuer des contrôles d'identité.» Pour le municipal, ils sont destinés notamment à éviter qu'un campement sauvage se forme à nouveau aux abords du Sleep-In, comme cela a été le cas par le passé. «La police n'assume pas la tâche de retirer des sacs de couchage ou des matelas», précise-t-il.

Du côté de Lausanne, les allégations de violences policières sont prudemment questionnées par le municipal en charge de la Sécurité: «Nous

sommes très attentifs à ce qui remonte du corps de police, mais je n'ai rien sur la table de nouveau et qui soit un tant soit peu documenté. Je n'ai pas le début d'un indice», explique Pierre-Antoine Hildbrand.

Face à la campagne menée actuellement par les milieux de défense des migrants et des sans-abri, l'Élu assure que les autorités sont déjà à l'écoute: «Nous sommes en contact régulier avec les associations qui relaient ces allégations. Lors de ces contacts, je n'ai jamais été saisi, que ce soit directement ou indirectement. Si c'était le cas, nous mènerions évidemment des investigations et condamnerions les faits qui seraient avérés.»

Un squat comme abri

Des migrants ont trouvé un refuge dans un squat du Mont-sur-Lausanne. Vendredi vers 15 h, un important déploiement de policiers s'est formé autour d'une boulangerie Polli désaffectée, chemin de Maillefer 38. À l'intérieur se trouvaient «quelques dizaines de personnes», selon le porte-parole de la police cantonale, Olivier Rochat, qui ne souhaite pas être plus précis. «Nous avons été informés de leur présence aujourd'hui (ndlr: vendredi) mais cela fait quelques jours qu'ils ont investi les lieux.» Selon un membre du Collectif Jean Dutoit rencontré sur place, les occupants sont essentiellement des ressortissants de Gambie et du Nigeria, qui ont trouvé un abri pour ne plus devoir dormir dans la rue.

Ils sont épaulés par des sympathisants sensibles à leur situation. L'une d'elles décrit: «La police est arrivée en nombre: ils étaient plus d'une vingtaine, avec des chiens. Ils ont contrôlé nos identités et ont menotté des migrants pour cela, qu'ils ont assis près des fourrés, avant de les libérer.» Les forces de l'ordre sont ensuite reparties, laissant sur place quelques agents. «La situation est calme et maîtrisée, il n'y aura pas d'évacuation», indique Olivier Rochat. Selon nos sources, ce bâtiment appartenant à la Coopérative des producteurs de lait de Lausanne et environs est un squat depuis plusieurs mois. Une bande locale «Maison habitée» est d'ailleurs suspendue à une fenêtre. **V.M.A.**

Deux jeunes montent une soirée au D! pour leur matu

Lausanne
Un duo de gymnasiens organise un événement hip-hop grâce au soutien de plusieurs commerçants

Une soirée hip-hop 100% locale. Voilà l'idée qu'ont eu deux étudiants du Gymnase de Beaulieu, dans le cadre de leur travail de maturité, pour se frotter au monde de l'événementiel. Depuis plus d'un an, Nicolas Spoerri et Luca Morax ont donc tout fait pour réussir leur pari sans un sou en poche. Avec réussite puisqu'ils

«Nous avons refusé toute aide financière et, au final, nous avons pu collaborer avec plus de douze commerçants et entreprises de Lausanne»

Nicolas Spoerri
L'un des deux organisateurs

donnent rendez-vous ce samedi, de 18 h 30 à 22 h 15 au D! Club. «Nous avons refusé toute aide financière car nous voulions un vrai projet participatif, indique Nicolas Spoerri. Au final, nous avons pu collaborer avec plus de douze commerçants et entreprises de Lausanne.» Ces derniers ont offert une aide logistique et matérielle contre un peu de visibilité lors de la manifestation. «En revenant à ce système de troc, nous sommes parvenus à créer un événement où chacun apporte une prestation tout en bénéficiant d'intérêts à participer.»

Pour impliquer un maximum de jeunes, l'entrée sera gratuite et accessible à partir de 16 ans. «L'idée était aussi que le public puisse faire de petits dons pour les artistes. En fonction de ce que les gens mettront, ils obtiendront des bons dans les différentes enseignes partenaires, c'est donc gagnant-gagnant», souligne Luca Morax. Au total, quatre groupes romands se produiront: L'Afaire, Tha Gunzerkerz, Original Flow Mastaz et Nebuleuse. Cela afin de «prouver qu'il n'y a pas que le rap américain et qu'il existe des talents suisses qui chantent des choses très bien en français.»

Romarc Haddou

La confiance de la Municipalité en Tridel est «sérieusement ébranlée»

Lausanne
Au sujet des bonus versés à certains administrateurs de la société publique, la Municipalité est claire: elle n'a pas été informée et cet argent aurait dû aller dans les caisses communales

Les petites affaires de Tridel SA vont maintenant passer à la moutinette du Conseil communal de Lausanne. Avant un probable audit. Interpellée par l'assemblée délibérative, la Municipalité a rendu réponse sur ces rémunérations extraordinaires octroyées en 2016 à deux membres du conseil d'administration de la société en mains publiques. Celui-ci gère l'usine d'incinération de déchets à la Sallaz et la taxe au sac.

Comme déjà raconté dans ces colonnes la semaine dernière, les deux bénéficiaires de la générosité de Tridel sont l'ancien municipal des Travaux et actuel conseiller aux États Olivier Français, ainsi que Stefan Nellen, qui cumule les fonctions de directeur et de président du conseil d'administration.

Dans sa réponse, la Municipalité rappelle d'abord qu'elle n'a découvert «l'augmentation litigieuse» d'honoraires que cet été, à la lecture des comptes 2016 de la société. Soit plus d'un an après. Dès lors, la Municipalité estime que la confiance indispensable

entre les dirigeants de l'entreprise publique et les communes actionnaires indirectes est «aujourd'hui sérieusement ébranlée».

L'Exécutif lausannois considère qu'il «est de son devoir de rétablir cette confiance par un exercice de transparence sur les mécanismes qui ont amené le conseil d'administration de Tridel SA, au printemps 2016, au soir de la précédente législature, à octroyer des indemnités extraordinaires à deux de ses administrateurs, Olivier Français et Stefan Nellen, sans en informer les actionnaires de la société, pas plus que la Ville de Lausanne». Au passage, cette dernière ressort son règlement. Celui-ci stipule que les indemnités perçues par les membres de la Municipalité dans le cadre de leur mandat doivent être reversées à la caisse communale.

«Nous sommes très étonnés», dit le conseiller communal Vert Xavier Company, est plutôt satisfait de cette réponse «sans langue de bois»: «Ces versements sont étonnants, le fait que la Municipalité n'ait pas été informée est encore plus étonnant. Cela donne l'impression que tout a été fait en secret.»

Mardi soir, le conseil communal de Lausanne aura de quoi palabrer sur Tridel.

vier Français est président du Festival du film des Diablerets. Mais aussi ambassadeur pour la rénovation de la télécabine d'Isenau et l'un des quatre fondateurs de VD3209 qui a pour but de sauvegarder le patrimoine de la vallée des Ormonts.

Stefan Nellen a eu droit, lui, à un montant de 50 000 fr. «Sur cette somme, 20 000 francs ont été versés, à se demande, à une fondation culturelle lausannoise», précise encore l'Exécutif lausannois dans sa réponse.

«Versements étonnants»
La Municipalité indique qu'elle n'a jamais eu connaissance d'autres pratiques de ce genre: «La question de la pertinence de ces paiements ou égard aux intérêts de la société et de ses actionnaires est donc parfaitement légitime. L'audit demandé par la Ville de Lausanne pourrait apporter des éléments de réponses à cette question.»

L'un des auteurs de cette interpellation, le conseiller communal Vert Xavier Company, est plutôt satisfait de cette réponse «sans langue de bois»: «Ces versements sont étonnants, le fait que la Municipalité n'ait pas été informée est encore plus étonnant. Cela donne l'impression que tout a été fait en secret.»

Mardi soir, le conseil communal de Lausanne aura de quoi palabrer sur Tridel.

R.B.

Une association aidera les filles de 9 à 12 ans à maîtriser le codage en informatique

Lausanne
GirlsCoding veut intéresser les adolescentes à la programmation, un domaine trop masculin

Un chiffre et une idée en tête. Seuls 12% des étudiants en informatique à l'EPFL sont des femmes et il faut faire évoluer les choses. C'est le point de départ de l'association GirlsCoding, destinée aux filles de 9 à 12 ans. Créée cette année par deux doctorantes, elle entend initier les adolescentes aux joies de l'informatique et de la programmation en utilisant un panel d'ateliers pratiques.

«Nous voulons montrer aux filles qu'une carrière dans l'informatique peut être une vraie option, qu'elles ont le droit de l'envisager, ambitionnent les membres

«Nous voulons montrer aux jeunes filles qu'une carrière dans l'informatique peut être une option, qu'elles ont le droit de l'envisager»

Les membres de GirlsCoding

de GirlsCoding. Cette science est souvent associée à des choses qui plaisent plutôt aux garçons alors qu'elle est partout dans nos vies quotidiennes, sans distinction de sexe.» D'où l'envie de s'impliquer pour déboucher sur «de vraies retonnées et un impact social concret». Aidées par une quinzaine d'intervenants, les fondatrices

entendent s'adresser à toutes les adolescentes, même les plus débutantes. «Il suffit juste d'être curieuse, parce qu'on peut apprendre vite.»

«Nous nous basons sur nos histoires personnelles pour leur démontrer l'impact qu'elles peuvent avoir sur la vie de nombreuses personnes. Souvent, cela ne les laisse pas indifférentes», placent les membres. Alors que d'autres structures se concentrent sur les aspects ludiques ou graphiques, GirlsCoding veut amener les élèves à «construire une pensée informatique» en utilisant différents types de langages. Une volonté qu'elles mettront en pratique ce samedi dans le cadre de la manifestation LauzHack pour laquelle leur workshop est déjà complet.

Romarc Haddou

Informations <http://girlscoding.org>

Morrens ouvre une série de huit Marchés de Noël

Gros-de-Vaud
Petites ou grandes, les ventes artisanales d'avant-fêtes ont toujours la cote

Organisé depuis plus de 40 ans, le Marché de Noël de Morrens ouvre, ce samedi et pour une semaine, une série de huit ventes artisanales d'avant-fêtes réparties dans le Gros-de-Vaud. «Ce nombre est assez stable, constate Vincent Mercier, directeur de l'Office du tourisme local. Bien que leur attractivité soit assez locale, ce sont des rendez-vous attendus dans les

villages et qui trouvent des repreneurs lorsqu'une équipe arrive.»

Ce sera justement le cas cette année à Etagnières, où trois copines ont décidé d'offrir un nouveau souffle à la vente. Leur but? En faire un véritable événement permettant aux villageois de se retrouver. **S.MR**

Les huit Marchés de Noël du Gros-de-Vaud Morrens (11 au 19.11), Etagnières et Bottens (25 et 26.11), Boulens (2.12), Essertines-sur-Yverdon et Froideville (2 et 3.12), Bercher (9.12) et Rueyes (16.12). Infos sur www.echallens-tourisme.ch